



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité interdépartementale
Cantal / Allier / Puy-de-Dôme
Équipe ECIE

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20220531-RAP-63-0711_INS_MFPM_Chantemerle_POI_Lithium		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société M.F.P. MICHELIN Site de Chantemerle 150 rue de Chantemerle 63000 CLERMONT-FERRAND		AIOT n° 0016600038 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input checked="" type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input checked="" type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED
Activité principale : Stockage de pneumatiques		
Date du contrôle : 30 mai 2023		Date de la précédente visite : 1 ^{er} avril 2022
Inspecteur(s) :		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée <input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle		
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Incident/Accident du <input checked="" type="checkbox"/> Autre : projet de passage au lithium des batteries des chariots élévateurs – POI en cours de rédaction		
Thème(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none">• Risques accidentels• Charge de batteries		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) <ul style="list-style-type: none">• Bassin de collecte des eaux• Salle de réunion		
Référentiel(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none">• Arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2011 modifié en dernier lieu par arrêté préfectoral complémentaire n° 20-00670 du 20 mai 2020• Code de l'environnement• Arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques [...] relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2663 des ICPE ;• Arrêté du 31/01/08 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
	MFP Michelin	Spécialiste Sécurité machine et Environnement Responsable EP site de Chantemerle Technicien environnement prévention sûreté incendie
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule ECIE <input type="checkbox"/> Autre :	

I – Synthèse de la visite et des constatations

I – Contexte

Le site Michelin Chantemerle est le plus important centre logistique d'Europe du groupe Michelin avec 140 000 m² de surface d'entrepôt de pneumatiques. Il emploie 420 personnes, fonctionne 7 jours par semaine et assure la logistique des pneumatiques pour plus de la moitié du territoire français. Environ une centaine de personnes est présente sur le site en permanence.

Douze entrepôts de 10 000 m² ont été construits en 1971 en structure et voûtes en béton précontraint, les parois étant en bardage métallique double peau. Deux autres entrepôts (TL 4 et TL 16) de 10 000 m² ont été construits en 1981 en structure béton (piliers et traverses) et d'une toiture terrasse en bacs acier.

La MFP Michelin a lancé un programme de modernisation et d'amélioration du site relatif à la gestion du risque incendie et à l'alimentation électrique de ces chariots élévateurs.

I.1 – Périmètre inspecté

Les thématiques de cette inspection retenues lors de la préparation et annoncées à l'exploitant par échanges du 28 mars 2023 correspondaient au périmètre suivant à inspecter :

- Présentation du projet de plan d'organisation interne (POI) et des remarques de l'inspection des ICPE
- Présentation du projet de procédure de gestion d'une défaillance d'un chariot élévateur fonctionnant avec une batterie au lithium
- Questions sur la déclaration annuelle des émissions
- Arrêté préfectoral complémentaire en cours de rédaction

I.2 – Présentation des évolutions envisagées – situation administrative

- ✎ La MFP Michelin a déposé fin 2022 un dossier de porter à connaissance du préfet pour déclarer la conversion aux batteries lithium de son importante flotte de chariots élévateurs (environ 122) fonctionnant actuellement avec des batteries au plomb rechargées dans des locaux relevant de la rubrique ICPE 2925-1.
- ✎ Les nouvelles installations de recharge devraient être classées à déclaration sous la rubrique 2925-2.
- ✎ Un arrêté préfectoral complémentaire est en cours de rédaction afin d'encadrer les évolutions du site.
- ✎ La MFP Michelin indique que les travaux de création des zones de recharge par « biberonnage » doivent débuter en juin 2023 pour un accueil des premiers chariots à batterie lithium d'ici mars 2024.
- ✎ Il a été demandé à la MFP Michelin d'inclure dans son dossier porter à connaissance au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement les mesures d'anticipation des dysfonctionnements/anomalies sur les batteries pouvant conduire à un incendie; les modalités de gestion des batteries usagées ou endommagées, ou d'un début d'incendie.

I.3 – Constats effectués

- ✎ Gestion des risques liés à l'usage de batteries lithium-ion
 - L'évacuation du chariot défaillant le plus rapidement possible vers une zone éloignée de tout combustible est en cours d'étude. Le projet de procédure d'évacuation d'un chariot ayant

une batterie présentant un risque d'incendie vers une zone de mise en sécurité isolée des stocks a été présentée et a fait l'objet d'échanges avec l'IIC.

- Une cellule spécialisée des pompiers du SDIS 63 travaille avec la MFP Michelin pour définir précisément la stratégie de gestion d'un incendie sur le site de Chantemerle et notamment s'il implique un chariot élévateur à batterie Li-ion.
- Un projet de POI a été transmis à l'IIC. La plupart des observations sont reprises en lettre de suite accompagnant le présent rapport.
- La MFP confirme que la réserve « sprinkler » de $2 \times 1500 \text{ m}^3$ d'eau est utilisée pour les moyens automatiques de lutte incendie (sprinkler et rideaux d'eau) et permet une alimentation pendant au moins 3 heures des sprinklers et des rideaux d'eau, sans compter sa réalimentation par le réseau d'eau industrielle.
- Comme les autres industriels du secteur, les poteaux incendies sont alimentés en direct par le réseau AEP, sans besoin de pompe de surpression. Le débit le plus défavorable est supérieur à $110 \text{ m}^3/\text{h}$. Bien que ce débit soit apparemment confortable et que le retour d'expérience de la MFPM sur son site de Cataroux soit favorable sur le sujet, l'IIC recommande de vérifier que le réseau AEP soit bien en mesure d'assurer un débit suffisant pendant une durée de plus de 3 heures.
- Dans la mesure où la quantité d'eau qui serait utilisée en cas d'incendie sur ce site serait très importante, il est possible qu'il y ait un intérêt à utiliser de l'eau qui est recueillie dans le bassin de rétention des eaux incendie. Dans l'affirmative, il faut qu'une ou plusieurs aires de pompage dans ce bassin soient aménagées de manière à ce que leur taille soit suffisante pour avoir une distance entre les camions-pompes qui reste opérationnelle. L'utilisation d'eau de ce bassin peut permettre d'éviter son débordement mais aussi d'éviter de noyer le site, ce qui pourrait rendre les circulations humaines et véhicules très difficiles. L'IIC invite la MFPM à étudier ces différentes possibilités avec l'appui du SDIS 63 qui est d'ores et déjà associé à la rédaction des procédures de gestion d'un incendie.

↳ Consommations d'eau

- Le site est alimenté exclusivement par le réseau AEP de la ville
- L'exploitant indique que son site de Chantemerle utilise moins de 7000 m^3 d'eau par an, tous usages confondus. L'usage domestique est de l'ordre de 2800 m^3 par an. Il n'y a pas d'usage de procédé (pas de fabrication). Les seules utilisations industrielles sont celles liées aux nettoyages et au réseau de lutte contre l'incendie. En 2022, comme les années précédentes, les tests de mise en service des rideaux d'eau ont augmenté la consommation annuelle d'eaux industrielles, tout en restant à environ 3700 m^3 par an.
- Un plan de sobriété hydrique n'apparaît pas réglementairement nécessaire. Il peut toutefois être un outil pour optimiser les consommations d'eau.

↳ Gestion des effluents aqueux :

- La MFP Michelin fait part de ses difficultés techniques pour mesurer les effluents issus de son activité. Les différents laboratoires de prélèvement et d'analyse confirment le caractère peu représentatif des possibilités de prélèvement : que ce soit dans chaque exutoire (principalement eaux domestiques) ou au niveau du collecteur de la ZAC de Chantemerle. Une mesure amont/aval donne des résultats non significatifs. Il est ainsi convenu de modifier l'arrêté préfectoral du site pour tenir compte de ces difficultés. => **Les rapports des laboratoires sont attendus à l'appui de cette demande.**
- Il est convenu de conserver au minimum les contrôles de rejets du débourbeur-déshuileur et des dispositifs de neutralisation.

↳ Déclaration annuelle des émissions (GEREP) :

- Compte-tenu de ce qui précède, la déclaration GEREP devrait concerner principalement les déchets dangereux (seuil de 2 tonnes par an).
- Les prélèvements et les effluents aqueux qui relèvent de la gestion des effluents domestiques ne sont pas à déclarer.
- Une estimation des volumes et flux rejetés relevant de la catégorie « eaux industrielles » (RN et RH, hors eaux pluviales) est à conserver pour démontrer que les flux annuels sont en dessous des seuils définis dans l'arrêté du 31 janvier 2008.

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

La MFP Michelin a déposé un dossier de porter à connaissance du préfet tel que décrit par l'article R. 181-46 du Code de l'environnement incluant au minimum une analyse des risques sur la base des retours d'expérience actuels et les dispositions constructives et d'exploitation qu'elle compte mettre en place pour répondre à ces risques. Ce dossier inclut le passage de la rubrique 2925-1 à la rubrique 2925-2. Les deux rubriques vont d'ailleurs co-exister dans la phase transitoire de remplacement de la flotte des chariots élévateurs.

Un arrêté préfectoral complémentaire est en cours de rédaction par l'IIC pour fixer les prescriptions techniques nécessaires sur la base de ce dossier.

Les éléments relatifs aux difficultés de prélèvement des effluents aqueux sont attendus pour adapter les prescriptions en conséquence.

Un plan d'organisation interne est en cours de rédaction par l'exploitant notamment pour gérer un incendie ou un accident lié à la technologie lithium-ion en lien avec le SDIS 63, qui serait amené à intervenir. Les remarques formulées lors de l'inspection et en lettre de suite sont à prendre en compte.

Inspecteur L'inspecteur de l'environnement	Vérificateur L'inspecteur de l'environnement	Approbateur Pour le directeur régional, Le coordonnateur de l'équipe ECIE
<i>Signé le 05/06/2023</i>	<i>Signé le 05/06/2023</i>	<i>Signé le 05/06/2023</i>